



**ADSEA 86**

# ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

---

**Mardi 30 Mai 2023**

***RAPPORT STATUTAIRE***  
***Exercice 2022***



ADSEA - 8 ALLÉE DU PARCHEMIN 86180 BUXEROLLES

05.49.61.06.00

CONTACT@ADSEA86.FR



# SOMMAIRE



|                               |           |
|-------------------------------|-----------|
| <b>1. Rapport moral</b>       | <b>3</b>  |
| <b>2. Rapport d'activité</b>  | <b>9</b>  |
| <b>3. Rapport financier</b>   | <b>26</b> |
| <b>4. Bilan Exercice 2022</b> | <b>38</b> |





# RAPPORT MORAL





Chacun lit une année en fonction de ce qui l'a marqué, comme citoyen, bénévole associatif ou salarié. Notre vie n'est jamais enfermée dans une bulle. Elle s'inscrit toujours dans l'évolution d'un territoire, d'un pays sans oublier l'impact de la vie internationale.

Chaque année est riche d'événements marquants. 2022 aura été à la fois une année de soulagement en voyant s'éloigner de nous une crise sanitaire sans précédent mais aussi une année de nouvelles peurs, avec en Europe, le déclenchement d'une guerre en Ukraine avec ses conséquences humaines, sociales, politiques et économiques.

Il est difficile de relater la richesse d'une vie associative comme celle de l'ADSEA sur une année. Je me risque donc à citer quelques événements marquants.

## **1/ 2022 : un nouveau directeur général en janvier et un changement de président en juillet**

- **la prise de fonction de Richard Delafond**

Ancien directeur du PRISM, Richard Delafond a su très vite "prendre ses marques" pour assurer ses nouvelles fonctions.

L'ensemble des administrateurs, des cadres de l'association, des représentants des salariés ont pu mesurer la facilité, l'habileté, la réactivité, la capacité d'écoute, l'efficacité de ce nouveau dirigeant.

Le praticien du travail social, très reconnu auparavant dans ses anciennes fonctions a assuré avec maîtrise, sans compter ses heures, ses responsabilités en lien aussi étroit avec le Bureau de notre association.

Reconnaissons que le directeur général avec ses collaboratrices les plus proches a même eu le temps de réaménager le hall d'accueil du siège de l'association ! Encore un talent ! celui d'architecte d'intérieur...

- **la fin de la présidence d'Yves Musereau**

Après en avoir déjà informé le Bureau de l'association après l'assemblée générale 2021, Monsieur Musereau a souhaité mettre un terme à sa fonction de président en juillet 2022.

Sept ans de présidence ! On ne trouvera jamais les outils d'évaluation nécessaire pour dire combien cette responsabilité de bénévole a été riche pour notre association !

Le juriste, appelé à rejoindre l'ADSEA par un autre juriste, notre président d'honneur Raymond Legeais, a su avec le soutien de ses pairs administrateurs, avec le concours d'Olivier Lafon, ancien directeur général, agir constamment avec prudence et efficacité pour porter les valeurs qui sont celles de notre association.

Yves Musereau a accompagné bien des évolutions des politiques publiques en matière de protection de l'enfance ces sept dernières années en veillant constamment à la place de chacun, en fonction de ses prérogatives pour agir : le rôle de l'administrateur, le rôle du directeur général, le rôle des cadres, le rôle de chacun comme salarié.

Le Président Musereau a su avec nos partenaires publics entretenir une qualité de relation nécessaire à la reconnaissance de notre association.

Je n'oublie pas la qualité de l'accueil pour tout nouvel administrateur. Je n'oublie pas l'accueil que vous m'avez fait il y a quelques années.

J'ai lu récemment un article qui parle de ces bénévoles d'associations comme des "héros de l'ombre".

Je me permettrais de vous donner sans réserve ce titre de héros de l'ombre qui a agi, qui agit encore pour donner à chaque jeune, chaque adulte accueilli dans nos multiples services une chance de s'épanouir. Merci Monsieur Musereau, Merci Yves !

## **2/ La création ou la renaissance d'un collectif départemental des associations du médico-social et du social**

Parce qu'on est toujours plus intelligents à plusieurs, la création d'un collectif composé de 16 associations veut marquer une avancée majeure dans les coopérations possibles entre acteurs sociaux agissant dans des champs identiques. Unis dans une même démarche, la force du collectif réside dans sa capacité à faire face collectivement aux problématiques d'actualité commune.

Les sujets ne manquent pas (gestion des ressources humaines avec des difficultés croissantes de recrutement, la mise en oeuvre des mesures Ségur-Laforcade, la maîtrise des nouveaux coûts énergétiques, la reconnaissance et la relation avec des institutions publiques (comme l'ARS), avec des représentations politiques comme les parlementaires.

Ce collectif a pour objet de faire mieux connaître nos 16 associations fondamentalement citoyennes, inscrites au cœur de la vie des Français et pleinement actrices du service public.

## **3/ La signature du contrat d'engagement républicain avec l'Etat**

A Poitiers en juillet et à Châtelleraut en septembre, le Préfet de la Vienne a invité l'ADSEA avec toutes les associations locales bénéficiant de financements publics de l'Etat a signé ce contrat rendu obligatoire pour bénéficier de subventions.

Les éléments de ce contrat sont conformes aux valeurs associatives qui sont les nôtres et à nos pratiques en cours (non-discrimination, respect de la dignité, liberté de conscience, prévention de la violence).

## **4/ La gestion des ressources humaines : la crise des métiers de l'humain**

L'épidémie du Covid a accéléré le changement du rapport au travail et les nouveaux professionnels sont moins enclins à accepter les mêmes contraintes dans les métiers du social et du médico-social.

Aujourd'hui, plus que jamais nous pouvons parler d'une crise de l'attractivité qui frappe l'ensemble des métiers du secteur.

Il est évident que cette crise est aussi liée à une nécessité de la revalorisation des rémunérations. Les avancées salariales avec la prime de revalorisation dite "prime Ségur" puis "mesures Laforcade" pour élargir le nombre de professionnels concernés ont été conduites de façon plus que maladroites par l'Etat.

Les modalités de financement de ces mesures n'ont pas été respectées comme annoncé initialement par l'Etat lors de la conférence des métiers du 18 février 2022 où il avait annoncé en assumer 75 % du montant.

Soulignons l'engagement du Conseil Départemental de la Vienne pour se "suppléer" au manquement de l'Etat.

Comme association employeuse, nous n'avons pas pu comprendre qu'un nombre de salariés ont été exclus de cette mesure de revalorisation applicable à compter d'avril 2022. Comment, en effet, expliquer que les métiers dits "supports" comme les secrétaires, les comptables, les veilleurs de nuit, les personnels d'entretien ne sont pas des fonctions utiles, indispensables au bon fonctionnement et à la qualité du service à rendre aux usagers. Ces disparités de traitement ne peuvent que générer des tensions entre métiers dans un même pôle de travail, dans l'association même.

Au-delà de cette actualité précise, les associations comme la nôtre, sont bien conscientes qu'il est plus que temps d'engager au niveau national les négociations nécessaires entre

représentants des employeurs et représentants des salariés pour aboutir enfin ! à la rédaction d'une nouvelle convention collective unique et étendue de la branche sociale et médico-sociale. Dans ce chapitre sur les métiers du lien social, nous ne pouvons pas faire abstraction de l'attention à porter au niveau national comme local à l'évolution des organismes comme les écoles du travail social.

Puisque nous parlons de la gestion des ressources humaines, je n'oublie pas de citer que 2022 a été aussi l'année du renouvellement des représentants au CSE.

Cette instance de représentation du personnel contribue dans un dialogue permanent avec le directeur général, respectueuse des fonctions de chacun, à la mise en œuvre des projets portés par l'association.

## **5/ L'actualisation de notre projet associatif**

En juin, le Bureau de notre association a décidé de mettre en place une commission composée de 4 administrateurs et du directeur général pour ré-actualiser notre projet associatif arrivant à expiration le 31 décembre 2022 !

Si les valeurs de l'association ne changent pas évidemment ! , les principes de laïcité sont davantage affirmés.

Dans les objectifs opérationnels, l'importance du développement soutenable a été affirmée. Cela signifie que l'association ne souhaite pas à l'avenir répondre à des appels à projets de courte durée ou ponctuels qui pourraient fragiliser le modèle social et économique de l'ADSEA.

Une importance accrue à la dimension environnementale sera également recherchée.

L'association souhaite avoir une attention particulière sur au moins ces trois points : l'accueil des nouveaux salariés, la construction de parcours de formation, la mobilité interne.

## **6/ L'accompagnement de l'évolution et de la transformation des CART de Poitiers et Châtellerauld**

Si le rapport d'activité met un coup de projecteur sur les activités marquantes des différents pôles d'intervention de l'association, je veux dans ce rapport moral mettre l'accent sur une des évolutions les plus importantes à préparer : celles des CART. La politique publique liée à l'accompagnement des personnes handicapées, impulsée par les décisions d'un comité interministériel du handicap en décembre 2016 et traduite par une circulaire de la direction générale de la cohésion sociale au ministère compétent en mai 2017, vise à transformer notre offre de service actuellement existante pour être reconnu comme Établissement d'Accueil Non Médicalisé et Service d'Education Spéciale et de Soins à Domicile Professionnel.

Il s'agit dans cette nouvelle entité juridique de permettre aussi une plus grande fluidité des parcours en favorisant un fonctionnement en "file active" et en "plateforme de services".

Cette exigence demande un effort d'adaptation important qui doit s'explicitier et se concrétiser dans un nouveau contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens négocié avec l'ARS et le Conseil Départemental.

Pendant toute l'année 2022, le CNEH (Centre National de l'Expertise Hospitalière) a accompagné les cadres et les éducateurs, soutenu par la direction générale et deux administrateurs référents pour construire une nouvelle offre de service.

Parallèlement au projet de fonctionnement des établissements, l'année 2022 a été marquée par d'importants projets immobiliers :



- la recherche de nouveaux locaux auprès du bailleur social Ekidom à Poitiers suite à la démolition prévue (dans le cadre du programme de rénovation urbaine du quartier des Couronneries) de logements de stagiaires et de bureaux administratifs.
- l'achat de nouveaux locaux à Jaunay Marigny pour regrouper tous les services transversaux pour les sites des deux villes (direction, service administratif, suivi extérieur...)

Restera à concrétiser en 2023/2024, après études de conditions de financement, la construction d'un bâtiment unique pour les ateliers, situé à proximité des services transversaux.

## **7/ Remerciements traditionnels mais appuyés à tous nos partenaires :**

Je ne peux pas conclure ce rapport moral sans remercier nos multiples et principaux partenaires : l'Etat avec ses représentations en Vienne et en Charente, les Conseils Départementaux de la Vienne et de la Charente, la communauté urbaine de Grand Poitiers, les villes de Poitiers, Châtelleraut, Angoulême, la Couronne, Soyaux, les tribunaux judiciaires de Poitiers, Angoulême et Saintes, la Caisse d'Allocations Familiales de la Vienne, la Région Nouvelle Aquitaine, le Fonds Social Européen.

Je n'oublie pas les nombreux partenaires associatifs avec lesquels nous construisons nos interventions et actions.

### **En guise de conclusion :**

En préparant ce rapport, je pensais à la lecture de propos dans notre revue nationale de la CNAPE (Confédération Nationale des Associations de Protection de l'Enfance), propos écrits par l'ancienne directrice générale :

*...Lors du débat du second tour des élections présidentielles en avril 2022 qui l'opposait à Marine Le Pen, Emmanuel Macron annonçait : "la protection de l'enfance sera au cœur des cinq années qui viennent... au cœur de nos combats... au cœur des miens"*

*La protection de l'enfance ainsi entendue par le président de la république s'est traduite par la création d'un secrétariat d'Etat à l'enfance. Nous ne pouvons que nous réjouir d'une telle nomination auprès de la première ministre...*

Un an après sa nomination, qui entend parler aujourd'hui de l'action concrète de Madame Charlotte Caubel ?

Aujourd'hui, comme hier, on continue à s'interroger sur l'influence propre d'un secrétariat d'Etat sur des ministères de plein exercice ?

Mais nous devons rester optimiste car nous venons juste de terminer la première année d'un quinquennat.

Jean Claude Bonnefon  
Président de l'ADSEA

# RAPPORT D'ACTIVITE



# RAPPORT D'ACTIVITE DES ETABLISSEMENTS DE 2019 A 2022

Nombre de personnes suivies ou prises en charge par l'établissement ou service de l'A.D.S.E.A.

| ETABLISSEMENTS                                    |  | 2019        | 2020        | 2021        | 2022        |
|---|--|-------------|-------------|-------------|-------------|
| <b>Prévention de Poitiers</b>                     |  | 525         | 581         | 699         | 715         |
| <b>Prévention de Châtelleraut</b>                 |  | 257         | 215         | 392         | 473         |
| <b>Prévention d'Angoulême</b>                     |  | 241         | 212         | 371         | 354         |
| <b>CEFORD 40pl</b>                                |  | 65          | 59          | 62          | 52          |
| <b>CEFORD 4pl</b>                                 |  | 7           | 5           | 4           | 5           |
| <b>FEM INTERNAT</b>                               |  | 39          | 49          | 55          | 51          |
| <b>FEM APMN</b>                                   |  | 19          | 41          | 34          | 34          |
| <b>DAMIE</b>                                      |  | 56          | 35          | 50          | 50          |
| <b>SAMNA Nord</b>                                 |  | 45          | 43          | 52          | 55          |
| <b>SAMNA Sud</b>                                  |  | 46          | 44          | 58          | 48          |
| <b>SIJM</b>                                       |  |             | 51          | 107         | 101         |
| <b>SISA</b>                                       | CHRS   | 91          | 101         | 95          | 80          |
|   | AVDL   | 38          | 10          | 24          | 32          |
|   | Collectif Mobilier                           | 66          | 47          | 64          | 45          |
|   | ASLL   | 173         | 163         | 157         | 164         |
|   | Intermédiation locative                      | 33          | 34          | 40          | 45          |
|   | ADN (Agence Don en Nature)                   | 97          | 140         | 150         | 50          |
|   | POLE MOBILITE                                | 807         | 597         | 562         | 470         |
|   | Plateforme à la mobilité                     | 319         | 218         | 205         | 301         |
|   | Violences conjugales                         |             |             | 18          | 25          |
| <b>CART Châtelleraut</b>                          | Foyer  | 34          | 32          | 31          | 34          |
|   | Redynamisation                               | 36          | 33          | 33          | 36          |
|   | Post-Cure                                    | 14          | 10          | 10          | 12          |
| <b>CART Poitiers</b>                              | Foyer  | 43          | 39          | 44          | 43          |
|   | Redynamisation                               | 45          | 40          | 45          | 47          |
|   | Post-Cure                                    | 18          | 19          | 19          | 21          |
| <b>PRISM</b>                                      | MJIE   | 282         | 252         | 273         | 248         |
|   | SIEMO  | 199         | 212         | 162         | 161         |
|   | Médiation Familiale                          | 61          | 51          | 51          | 31          |
|   | Réparation pénale                            | 75          | 45          | 50          | 19          |
|   | Evaluation des victimes                      | 105         | 128         | 234         | 226         |
|   | Stage de sensibilisation aux stupéfiants     | 108         | 74          | 159         | 183         |
|   | Stage de prévention aux violences conjugales | 93          | 91          | 95          | 106         |
|   | Stage de citoyenneté                         | 77          | 35          | 49          | 21          |
|   | Stage de responsabilité parentale            | 4           | 9           | 20          | 26          |
| <b><u>SAVMJ</u></b>                               | E.S. JAF                                     | 26          | 43          | 69          | 32          |
|   | Auditions d'enfants                          | 27          | 20          | 34          | 34          |
|   | Médiation Pénale                             | 166         | 87          | 116         | 83          |
|   | mesures administration ad'hoc                | 106         | 107         | 99          | 137         |
|   | Enquête de personnalité                      | 28          | 18          | 48          | 32          |
|   | Contrôle Judiciaire Socio-éducatif           | 41          | 47          | 62          | 88          |
|   | Enquête sociale rapide                       | 249         | 284         | 349         | 533         |
|   | Aide aux victimes / BAV                      | 1067        | 816         | 957         | 759         |
|   | Enquête Sociale Rapide de Personnalité       |             | 348         | 151         | 14          |
| Cellule de Recueil des Informations Préoccupantes |  |             | 60          | 80          | 0           |
|   | Violences conjugales                         |             |             | 84          | 152         |
|   | SIE 16/17                                    |             |             | 120         | 166         |
|   | SRP 16/17                                    |             |             |             | 0           |
| <b>TOTAL</b>                                      |  | <b>5828</b> | <b>5545</b> | <b>6643</b> | <b>6394</b> |

L'ADSEA 86 gère un grand nombre d'établissements et services qui se sont développés dans le temps et qui interviennent dans des champs différents du social et du médico-social, contribuant ainsi, dans leur ensemble, à « *concourir [...] à la prévention et au traitement des difficultés qui conduisent peu à peu les plus fragiles dans un processus d'exclusion ou de marginalisation* ».

En 2022, l'activité de ces établissements et services a été globalement à la hausse même si la tendance est à la stabilisation, ce qui apparaît nécessaire compte tenu du développement récent et des difficultés que rencontre le secteur en termes de recrutement.

## LA PROTECTION DE L'ENFANCE



### L'ACCUEIL et l'HÉBERGEMENT

Pour le **CEFORD**, 51 mineurs ont été accueillis au cours de l'année avec, en termes de mouvement, 24 entrées pour 29 sorties.

Après deux années consécutives de légère suractivité (+165 journées en 2021 et +219 journées en 2020) sur la partie MECS (40 places), l'année 2022 présente une forte sous activité (-1799 journées) que nous ne pouvons que regretter, tant pour son impact financier sur les résultats de l'établissement que parce qu'il témoigne du sous-emploi d'un outil qui nous paraît pourtant avoir toute sa place dans le dispositif de la protection de l'enfance pour les mineurs en situation de "difficultés multiples".

La méconnaissance de cet établissement atypique par les autorités de placement ou d'orientation, liée au turn-over important des personnels de ces institutions (Action sociale, ASE, PJJ...) est un élément important pour comprendre ces difficultés.

La partie **foyer des FEM**, présente également une sous activité de 317 journées, moins spectaculaire, mais qui est, elle, liée à un élément conjoncturel particulier : la dégradation du foyer Mermoz en début d'année par un mineur accueilli.

Sur ce point je voudrais souligner :

- d'un côté la grande maîtrise dont ont su faire preuve les professionnels pour gérer cette situation critique, le parfait fonctionnement de la chaîne d'astreinte au moment de l'évènement, puis le travail d'organisation conséquent ayant permis aux mineurs de bénéficier d'une continuité d'activité sans conséquence dommageable.
- d'un autre côté l'impact financier et logistique très lourd qu'a subi l'établissement alors qu'il n'est pour rien dans l'incident et qui se retrouve sanctionné d'avoir accueilli un mineur en grande difficulté. Il est symboliquement difficile de se voir ainsi pénaliser d'avoir joué son rôle et assumé sa mission.

Cette année a également été marquée par des événements inhabituels, au-delà des conduites à risques que l'on peut retrouver communément auprès de ce public adolescent en difficulté accueilli en MECS (violences, addictions). L'on constate en effet une

accélération de phénomènes reliés aux « réseaux sociaux ». Derrière l’anonymat de ces réseaux, des personnes (seules ou en groupe) mettent en danger certains de nos jeunes (danger psychologique ou physique) et cela se traduit par des situations de harcèlement, de menaces de mort qui amènent à devoir en protéger certains par des moyens alternatifs aux conditions habituelles de l’accueil.

Le foyer n’est plus un « sanctuaire » qui protège le jeune de l’extérieur, l’ère numérique rendant plus poreuse cette frontière que les murs physiques et les équipes représentées. L’influence des réseaux amène des personnes extérieures à s’introduire dans les locaux pour « récupérer » des jeunes « de force ». Plusieurs intrusions ou tentatives d’intrusions ont été perpétrées par des individus mal intentionnés. Là encore, le professionnalisme des salariés et leur sang-froid a évité le pire.

Il apparaît nécessaire de mener une réflexion avec nos autorités sur ces phénomènes qui s’inscrivent dans une évolution sociétale qui impacte le travail éducatif.

Enfin il est à noter une légère suractivité du service **APMN** « classique » (+ 185 journées avec 13 entrées et 13 sorties au cours de l’année), et de l’APMN dite MNA (+ 204 journées avec 2 entrées et 2 sorties). Ces deux services ont accueilli 35 personnes en 2022.

Pour **les services d’accueil des MNA**, on relève la suractivité du DAMIE (50 mineurs accueillis sur l’année pour 34 places avec 15 entrées et 16 sorties pour + 606 journées réalisées), la sous activité du SAMNA (103 mineurs accompagnés sur l’année avec 36 entrées et 32 sorties pour -783 journées réalisées), et la suractivité du SIJM (101 mineurs accompagnés sur l’année avec 36 entrées et 30 sorties pour + 191 journées réalisées).

Il est à noter que le SIJM bénéficie d’une extension provisoire (80 places jusqu’en décembre 2023), tandis que le SAMNA a obtenu une extension pérenne au 1<sup>er</sup> juin 2022 (de 70 à 80 places).

Nous regrettons néanmoins que la signature de l’arrêté début juillet, pour une extension datée au 1<sup>er</sup> juin, nous ait fait perdre artificiellement 300 journées, mais également que cette extension ne se soit pas réalisée sur le modèle d’une montée en charge progressive qui aurait mieux correspondu aux réalités logistiques et organisationnelles.

Sur la plan éducatif, les constats esquissés l’année passée se renforcent concernant l’évolution des publics MNA accueillis : moins francophone, porteur de troubles psy plus marqués, ayant des comportements inadaptés voire délinquants, ces mineurs sont plus éloignés de l’insertion.

De ce fait, l’accompagnement éducatif est plus long, tandis que les ressources extérieures pour un étayage spécifique (scolarité FLE, pédopsy...) sont restreintes.

Des moyens supplémentaires ciblés apparaissent nécessaires, tant humains que techniques, afin de rendre le service attendu dans le cadre de l’agrément de l’établissement.



## LE MILIEU OUVERT

L'activité dite de milieu ouvert est stable sur la Vienne avec un nombre d'investigation (**MJIE**) similaire aux années précédentes (283 en 2022 pour 273 en 2021) et un nombre d'**AEMO** conforme à l'habilitation (162 mesures en file active) mais avec une liste d'attente qui s'est allongée de manière préoccupante (jusqu'à 78 mesures).

Le SIE des Charentes, dit **SIE 16-17**, ouvert en avril 2021 et a connu d'emblée une activité très forte et au-delà de ce qui était attendu, compte tenu de l'habilitation donnée à son ouverture, a vu son habilitation passer de 100 mineurs à 150 puis 180.

En 2022, 97 ordonnances de MJIE pour 180 enfants ont été réceptionnées et 118 mesures concernant 206 enfants déposées auprès des différents tribunaux.

Le **service de réparation pénale** reste quant à lui en sous activité pour la troisième année consécutive avec 26 mesures ordonnées et 19 réalisées (habilitation à 156).

Cependant, si ce chiffre est à la baisse, on constate une hausse sur les 4 derniers mois de l'année. Cette hausse constatée est en corrélation avec l'arrivée d'un nouveau substitut mineur au parquet de Poitiers, poste resté vacant sur la première partie de l'année 2022 et qui pourrait conduire à redynamiser la réparation pénale sur le territoire

Un autre service a ouvert en 2022, à Saintes, sur le même territoire que le SIE 16-17. En 8 mois d'existence, le **SRP 16-17** a reçu 25 mesures de réparation pénale, prononcées exclusivement par le Parquet. La mesure de réparation pénale s'étendant sur 6 mois, aucun dossier n'a été déposé en 2022.

Soulignons que ces services, appartenant au PRISM, ont connu un renouvellement important de leur équipe de direction (directeur, chefs de services) et que le SIE de la Vienne a connu un turn-over et des vacances de postes dommageables.



## LA PREVENTION SPÉCIALISÉE

L'activité des équipes de prévention de l'ADSEA est en hausse sur l'année 2022 avec 1188 jeunes suivis sur les 9 quartiers d'intervention du département de **la Vienne**, dont 8 Q.P.V.(contre 1028 en 2021 et 796 en 2020 année de confinement).

Pour **Poitiers**, ce sont 715 jeunes qui ont été suivis, dont 549 âgés de 12 à 21 ans, pour une proportion de 60 % de garçons et de 40 % de filles. 95 jeunes (13.29 %) sont des nouveaux contacts des équipes de prévention et 363 ont bénéficié d'un accompagnement individuel. Par leurs enfants, ce sont 506 familles qui sont connues par les éducateurs de prévention.

Pour **Châtelleraut**, ce sont 473 jeunes qui ont été accompagnés, dont 328 âgés de 12 à 21 ans avec une même proportion de genre (60/40). 87 jeunes (18.39 %) sont des nouveaux contacts des éducateurs et 204 jeunes ont bénéficié d'un suivi individuel. De ce fait, 332 familles sont connues par l'équipe de prévention.

Concernant **Grand Angoulême** pour le département de la Charente 354 jeunes ont été suivis dont 254 âgés de 12 à 21 ans. La part des filles suivies est de 24.29 % et celles des garçons de 75.71 %. 65 de ces jeunes (18,36 %) sont des nouveaux contacts des professionnels et 205 ont bénéficié d'un accompagnement individuel (58 %). En lien, 189 familles sont connues par les éducateurs.

Cela malgré un sous-effectif qui s'était installé et qui n'a été résorbé qu'en fin d'année.



### SISA :

Sur le **pôle hébergement**, on note que l'activité du CHRS est en diminution comparativement aux années précédentes, activité qui reste néanmoins excédentaire avec + 736 journées et un taux d'occupation à 105 %, ce qui représente 80 personnes accompagnées (avec 12 entrées pour 20 sorties).

Cela s'explique par une diminution du nombre de ménages présents du fait de l'allongement de la durée des séjours, par la diminution du nombre de personnes par ménage du fait de la composition familiale (augmentation de personnes isolées) et par un circuit d'orientation moins opérationnel.

L'on note par ailleurs, une hausse de l'activité au titre de l'IML (45 personnes accompagnées) ainsi qu'une relative stabilité pour les mesures AVDL et ASLL.

Enfin, l'accueil des victimes de violences conjugales est, quant à lui, au niveau attendu, en particulier pour les places d'urgences.

Différents éléments ont également marqué cette année 2022, en particulier :

- La signature du CPOM 2022-2026 (contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens) le 31 août 2022.
- Une baisse des orientations sur l'ensemble des dispositifs, sauf l'accueil pour les personnes victimes de violences conjugales.
- La réponse à deux appels à projet pour maintenir les activités AVDL et IML :
  - \*Un agrément pour 14 logements en IML (12 en 2021) à partir d'avril 2022.
  - \*Une validation de l'AAP AVDL pour une durée de 3 ans d'avril 2022 à mars 2025.
- Des travaux importants pour finaliser la rénovation du lieu d'accueil violences conjugales.
- La non réalisation du projet immobilier pour les locaux administratifs du pôle hébergement.
- Création d'un poste de Technicien Intervention Sociale et Familiale.

### Sur le **pôle mobilité** :

Avec 788 personnes accompagnées, l'activité 2022 sur le bassin du grand Châtellerault a retrouvé un niveau équivalent à l'activité 2019, avant que la pandémie n'impacte cette dernière (800 bénéficiaires en 2019 pour 587 en 2020 et 562 en 2021).

Ainsi, 235 personnes ont été inscrites en file active à l'auto-école, tandis que 179 ont bénéficié de bilans de compétences individuels en mobilité et 176 d'ateliers collectifs. La location solidaire a pu bénéficier à 90 personnes pour les locations 2 roues et à 19 pour la location de voitures.

Enfin, 55 personnes ont obtenu leur Code de la route et 43 leur permis de conduire.

Concernant le dispositif Mobi'Vienne, qui couvre les bassins du Civraisien, du Montmorillonais et du Loudunais l'activité 2022 est également en hausse avec une augmentation des prescriptions de + 7% avec 249 prescriptions adressées pour 239 personnes accueillies dont 188 nouvelles (+10%). 13 ateliers collectifs ont été réalisés sur les 16 initialement programmés pour 62 bénéficiaires au total. La plateforme téléphonique a traité 211 appels, soit une hausse de 47 % par rapport à 2021.

Plus globalement, l'on peut noter comme faits saillants pour 2022 :

- Les 10 années d'activité sur le territoire châtelleraudais qui auront permis de consolider la configuration proposée en 2012, à savoir un lieu unique pour la location solidaire, le conseil en mobilité et l'accès à une auto-école sociale.
- Le travail réalisé tout au long de l'année pour construire le projet d'auto-école sociale itinérante (AESI).
- La création d'ateliers collectifs dans le cadre du CEJ, en partenariat avec la MLI Nord Vienne (atelier généraliste - prépa code).
- La création d'un atelier "gestion du stress" et de jeux pour un atelier généraliste plus ludique et interactif.
- La cyclo école portée par un mécanicien détenteur depuis fin 2021 du brevet d'initiateur mobilité à vélo.
- Le conseil à l'achat et l'auto-réparation de cyclos comme développement de l'offre de service.



#### Pôle CART:

Le passage en CPOM qui devait se réaliser début avril 2022 après que les travaux aient repris fin 2021 n'a pas abouti, faute de retour de l'ARS et bien que nous ayons adressé comme convenu les fiches actions demandées le 31 janvier 2022.

C'est dans ce contexte que l'accompagnement que nous avons sollicité auprès d'un organisme extérieur, le CNEH, s'est réalisé, à partir des éléments portés à notre connaissance en décembre 2021, et qui a mobilisé l'ensemble des acteurs du pôle tout au long de l'année. Cet accompagnement s'est matérialisé par des rencontres de l'ensemble des acteurs et par l'organisation de 4 séminaires en mars, avril, mai et octobre, séminaires qui ont permis de restituer l'avancée des travaux et de mobiliser les parties prenantes sous forme de groupe de travail.

L'activité 2022 est quant à elle en baisse, du fait d'une diminution des entrées corrélée à un nombre stable de sorties, ainsi qu'à des difficultés de recrutement ne permettant pas d'accueillir autant que nous l'aurions voulu.

L'on peut relier cette situation à l'impact de la pandémie qui a stoppé les procédures d'admission et n'a pas permis d'organiser les journées portes ouvertes si importantes pour présenter le dispositif aux potentiels bénéficiaires et à leur famille. Le cycle de 3 années du processus d'accompagnement amène à ce que l'impact de cette situation se mesure particulièrement en 2022.





## L'AIDE AUX VICTIMES

1 143 victimes ont été reçues et/ou accompagnées par **le service d'aide aux victimes** en 2022 soit une hausse de 19 % (957 en 2021 et 816 en 2020, année de confinement), principalement des femmes (75 %) et majoritairement pour des questions d'atteintes aux personnes.

L'aide aux victimes se réalise, soit à partir de démarches spontanées des personnes qui prennent rendez-vous (au service ou au Bureau d'Aide aux Victimes au TJ), soit à la demande de l'autorité judiciaire, auquel cas le service sollicite directement la personne.

Cette deuxième modalité, qui s'est fortement développée en 2021, se maintient en 2022 avec 384 saisines directes.

Ces saisines sont constituées de notifications de classement sans suite (33 pour 58 en 2021 et 38 en 2020) d'Évaluation de vulnérabilité – EVVI - (226 pour 234 en 2021 et 124 en 2020), de saisines en cours de procédure (60 pour 70 en 2021) ainsi que les évaluations TGD (50 contre 30 en 2021) et BAR (7 en cours et 8 à venir).

Les sollicitations directes des victimes sont en hausse pour les rendez-vous sur les permanences du service (759 personnes) et en baisse sur le BAV du fait des mouvements de personnels et de période de vacances de poste (125 pour 229 personnes en 2021).

**L'administration ad'hoc**, qui est assurée par une bénévole de l'association est, quant à elle, en baisse avec 57 nouvelles mesures en 2022 contre 99 mesures en 2021 ou 107 en 2020. Mesure au long cours, la file active pour 2022 est de 137 mesures pour 97 fratries principalement pour des faits de violences ou d'atteintes sexuelles.

### **Les dispositifs pour les victimes de violences conjugales :**

Le Service d'aide aux victimes disposait de 12 **Téléphone Grave Danger** (TGD) sur le ressort de la Vienne à la fin de l'année 2020. En deux années ce chiffre a quasiment quadruplé, puisque le service en disposait de 22 à la fin de l'année 2021 **et désormais de 42 fin 2022**.

50 évaluations ont été réalisées au cours de l'année 2021, et 40 personnes différentes ont pu bénéficier de ce dispositif qui est remis en moyenne en 1,67 jours après la décision (pour 2,92 jours en 2021). Le copil VIF, qui traite des attributions, se réunit tous les deux mois.

Le **Bracelet Anti Rapprochement** (BAR), qui a été déployé sur le ressort du TJ de Poitiers en novembre 2020 est effectif pour 7 situations en 2022 avec 8 décisions en attente d'application (il y en avait 3 d'effectifs en 2021 pour 13 décisions en attente).

Les personnes victimes de violences conjugales sont aussi régulièrement concernées par les enquêtes de vulnérabilité (**EVVI**) qui peuvent servir d'évaluation pour la remise d'un

TGD. Les violences conjugales sont désormais la principale cause de saisine (152 sur 226 soit 67 % pour 53% en 2021).

Les **intervenants sociaux en commissariat et gendarmerie** (ISCG) complètent ces dispositifs en permettant une présence proactive au plus près des interventions pouvant révéler des situations de détresse sociale et familiale et en particulier de violences.

En 2021, les 3 etp (installés au commissariat de Poitiers, de Châtelleraut et à la gendarmerie) ont pu recevoir 713 personnes (soit + 23 % par rapport au 578 de 2021) principalement des femmes pour des motifs de violences physiques, de conflits intra familiaux et de violences psychologiques.

Suite au Grenelle Violences Conjugales de 2019, le pôle hébergement du SISA s'est vu attribuer en avril 2020, 16 places **d'accueil pour femmes victimes de violences conjugales** (8 en urgence et 8 en ALT). 25 personnes ont été accueillies en 2022 pour 18 en 2021 à ce titre.

10 places sont désormais situées dans un lieu d'accueil semi collectif plus sécurisant.



## L'ACCOMPAGNEMENT DES AUTEURS

L'accompagnement des auteurs d'infractions pénales, qui est réalisé par le service des mandats judiciaires du PRISM, a connu une forte hausse d'activité en 2022 en particulier pour ce qui concerne les mesures :

- De Contrôle Judiciaire (CJSE) avec 147 mesures ordonnées pour 53 en 2021 (soit +277%),
- D'enquêtes rapides (ESR) avec 553 mesures ordonnées pour 349 en 2021 (soit + 58 %),
- Des Stages de responsabilisation pour les auteurs de violences conjugales avec 184 mesures ordonnées pour 106 en 2021 (soit + 73 %) à relier à la création du CPCA et aux parcours dédiés d'accompagnement.

L'on observe par ailleurs une relative stabilité pour les médiations pénales avec 83 mesures contre 116 en 2021 et une baisse plus importante pour les enquêtes de personnalité (35 mesures contre 64 en 2021) mais à relativiser car l'année 2021 était « anormalement » haute par rapport aux standards.

## Perspectives 2023

Après une année 2022 marquée par le changement de direction générale, puis par le changement de présidence, l'année 2023 est, elle, l'année du renouvellement du projet associatif, autre étape d'importance.

Ce projet, refondé à partir d'une démarche participative, incluant les différents acteurs des établissements et services, mais également les bénéficiaires de nos accompagnements, inscrit le positionnement associatif dans une perspective de développement réfléchi.

Participer à la mise en œuvre des politiques publiques destinées aux populations les plus vulnérables en étant force de proposition et en adoptant une démarche constructive, c'est le fondement, faire valoir le prix de la qualité du service rendu pour que celui-ci puisse être durable, c'est la condition.

Un développement durable, donc, qui s'étend aux considérations environnementales, l'association ayant à prendre, comme tous les autres acteurs institutionnels, sa part dans la préservation des ressources et de l'énergie, ce qui semble être le défi de ce siècle.

2023 c'est aussi une année possiblement charnière pour le secteur avec la mobilisation des partenaires sociaux autour de la négociation d'une nouvelle convention collective dont chacun souhaite qu'elle puisse permettre d'améliorer l'attractivité du secteur et donner un cadre adapté au fonctionnement des établissements et à la réalité des métiers actuels.

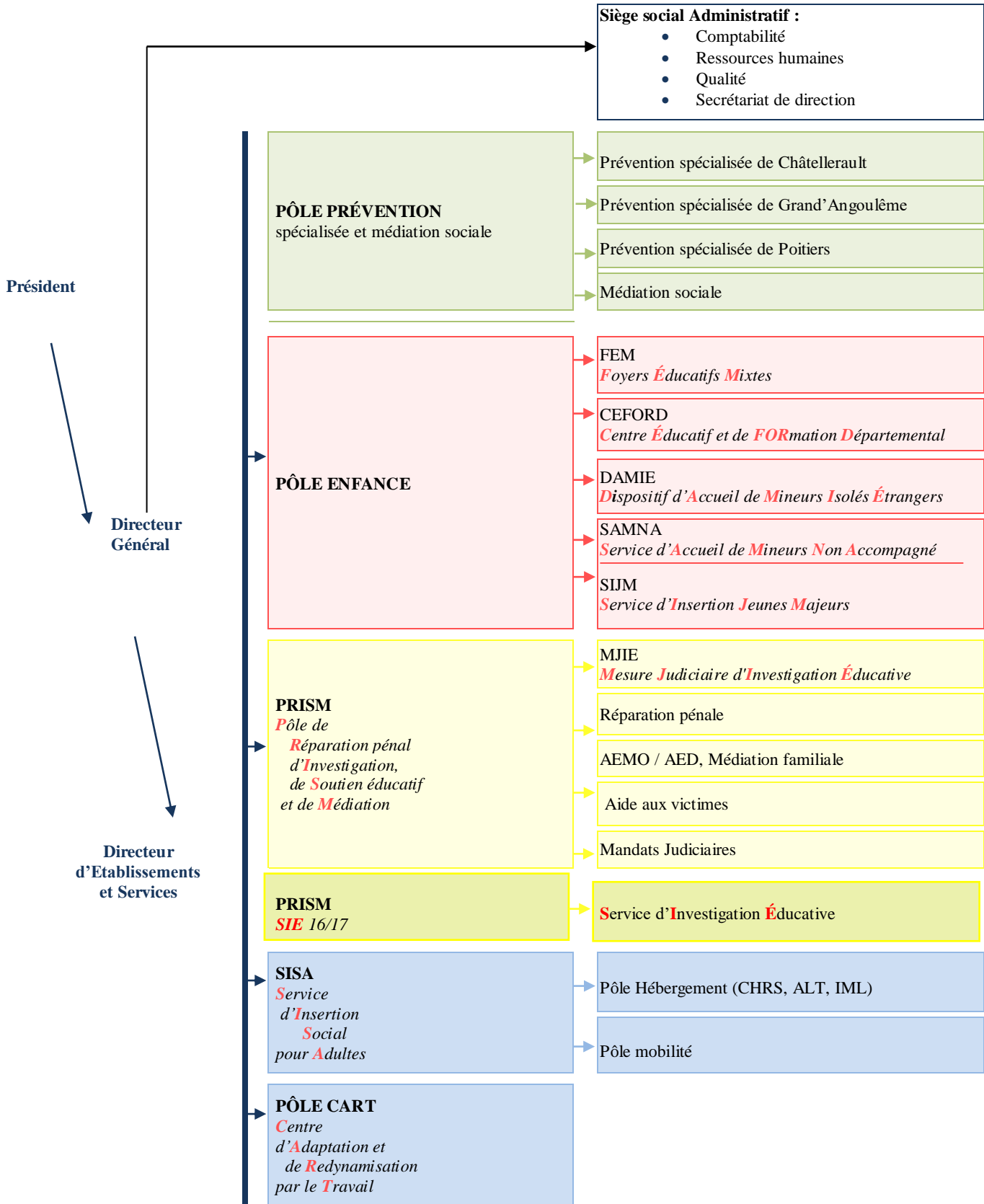
De manière plus pragmatique et pour revenir à un niveau plus micro, centré sur l'activité même, les défis de 2023 concernent (au-delà de la capacité à faire fonctionner l'existant et à améliorer la qualité du service, ce que les évaluations à venir ne manqueront pas de nous aider à faire) :

- la médiation sociale pour laquelle les pouvoirs publics mènent une réflexion quant à son portage,
- la question immobilière, sur le secteur de Châtelleraut en particulier, où le dossier n'a pas avancé malgré plusieurs tentatives,
- l'aboutissement du CPOM pour le Pôle CART comme un nouveau départ pour une belle structure qui n'a besoin que de retrouver des perspectives positives.

Le Directeur Général de l'A.D.S.E.A.

Richard DELAFOND

# ORGANIGRAMME DE L'ASSOCIATION



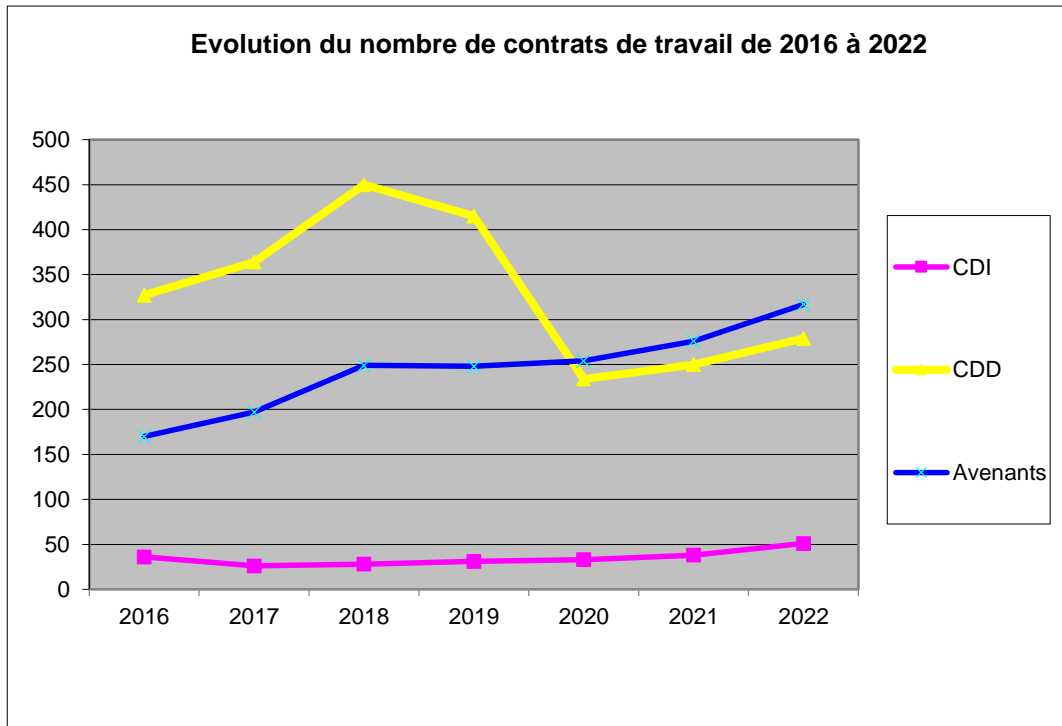
## ELEMENTS D'ACTIVITE DU SIEGE

### Notes de services

2 notes de service ont été rédigées.

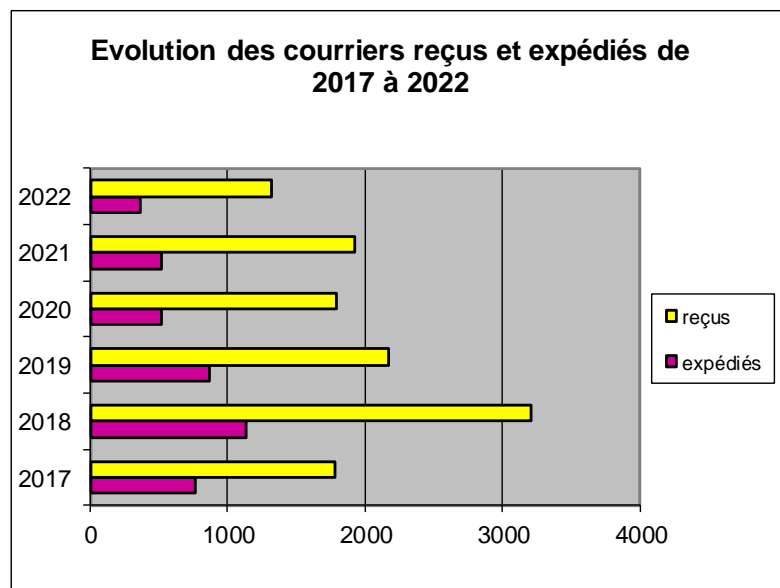
### Contrats de travail réalisés

| année    | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|----------|------|------|------|------|------|------|------|
| CDI      | 36   | 26   | 28   | 31   | 33   | 38   | 51   |
| CDD      | 327  | 364  | 450  | 415  | 234  | 250  | 279  |
| Avenants | 170  | 197  | 249  | 248  | 254  | 276  | 317  |



### Courriers

| année    | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|----------|------|------|------|------|------|------|
| expédiés | 760  | 1137 | 864  | 518  | 520  | 368  |
| reçus    | 1780 | 3204 | 2173 | 1789 | 1929 | 1322 |



## VIE ASSOCIATIVE

***A l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire du 19 MAI 2022, le Conseil d'Administration  
a élu le Bureau suivant :***

- **Membre d'Honneur**      *Monsieur Raymond LEGEAIS*
  
- **Président**                      *Monsieur Jean-Claude BONNEFON*
  
- Vice-Présidents**                      *Madame Béatrice SALLABERRY*  
    *Monsieur Robert TIMON*  
    *Monsieur Yves MUSEREAU*
  
- **Secrétaire**                              *Madame Anne PIGNON*
  
- **Secrétaire Adjoint**                      *Monsieur Roland BOUET*
  
- **Trésorier**                                  *Monsieur Bernard RENAULT*
  
- **Trésorier Adjoint**                      *Monsieur Joël VERDY*
  
- **Membres**                                  *Monsieur Yves CONTENT*  
    *Monsieur Casimir GRZEGORZEK*  
    *Monsieur Christian NEEL*  
    *Monsieur Jean-François LAVRARD*  
    *Madame Brigitte POIRIER*

*Les travaux du Conseil d'Administration ont trouvé leur application dans le cadre des Commissions suivantes :*

- ✓ Commission Négociation Annuelle
- ✓ Commission de recrutement
- ✓ Accueil nouveaux salariés
- ✓ Groupe de travail Projet associatif
- ✓ Groupe de travail POLE CART

✓ *Lors de l'exercice 2022, les réunions suivantes se sont tenues :*

|  |    |
|--|----|
| ☞ Assemblée Générale Ordinaire   | 1  |
| ☞ Conseil d'Administration   | 3  |
| ☞ Bureau   | 11 |
| ☞ Réunion des Directeurs   | 11 |
| ☞ Comité Social et Économique (CSE)  | 11 |
| ☞ Comité Social et Économique (CSE) Extraordinaire   | 3  |
| ☞ Commission Santé, sécurité et conditions de travail (CSSCT)<br>(dont 4 visites d'établissements) | 7  |
| ☞ CSE avec points CSSCT  | 4  |

- ✓ **Le Président de l'ADSEA ou son représentant siège auprès de :**
- ☞ A.R.F.I.S.S.. (**Monsieur BONNEFON**)
- ☞ COMMISSION LOCALE D'INSERTION de Châtelleraut (**Madame PEIGNELIN**)
- ☞ P.A.L.D. (**Madame PEIGNELIN**)
- ☞ COMMISSION MEDIATION (loi DALO) (**Madame PEIGNELIN**)
- ☞ CONFERENCE REGIONALE DE TERRITOIRE ARS (**Monsieur DELAFOND**)
- ☞ OBSERVATOIRE DEPARTEMENTAL PROTECTION ENFANCE (**Monsieur BONNEFON**  
**Monsieur MUSEREAU / Monsieur DELAFOND**)
- ☞ COMMISSION DE SELECTION D'APPEL A PROJET CG (**Monsieur DELAFOND**)
- ☞ COMMISSION DE SELECTION D'APPEL A PROJET SOCIAL ETAT (**Monsieur DELAFOND /**  
**Madame PEIGNELIN**)
- ☞ MLI MISSION LOCALE D'INSERTION DU POITOU (**Monsieur BONNEFON**)
- ☞ COMMISSION D'INFORMATION ET DE SELECTION D'APPEL A PROJET CONSEIL  
DEPARTEMENTAL ET ARS (**Monsieur DELAFOND**)
- ☞ COMMISSION DES DROITS ET DE L'AUTONOMIE DES PERSONNES HANDICAPEES  
(**Monsieur CHARLES**)
- ☞ CIDF (**Monsieur DELAFOND**)
- ☞ COMITE ETHIQUE VIDEOPROJECTION de Châtelleraut (**Monsieur LAVRARD**)
- ☞ COPIL DU Conseil de la Vie Sociale Départemental (**Monsieur TIMON**)
- ☞ CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA CITOYENNETE ET DE L'AUTONOMIE (**Monsieur**  
**DELAFOND**)
- ☞ CRYSTAL (**Monsieur CHARLES**)
- ☞ CNLAPS (**Monsieur BONNEFON**)
- ☞ CNAPE CONVENTION NATIONALE DES ASSOCIATIONS DE PROTECTION DE L'ENFANT  
(**Mme SALLABERRY**)
- ☞ FRANCE MEDIATION (**Madame PIGNON**)
- ☞ NEXEM (**Monsieur CONTENT**)



✓ **Désignation des administrateurs référents d'établissements :**

◆ **ETABLISSEMENTS ENFANCE :**

➤ **EQUIPES DE PREVENTION :  
ET MEDIATION**

*Titulaire :* M. PUAUD  
*Titulaire :* M. BONNEFON  
*Suppléante :* Mme PIGNON

➤  
➤ **PRISM :**

*Titulaire :* M. MUSEREAU  
*Suppléante :* Mme SALLABERRY

➤ **POLE ENFANCE :**

**FOYERS EDUCATIFS MIXTES  
C.E.F.O.R.D  
DAMIE  
SAMNA  
SIJM**

} *Titulaire :* M. VERDY  
*Titulaire :* M. BOUET  
*Suppléant :* M. GRZEGORZEK  
*Suppléant :* M. NEEL

◆ **ETABLISSEMENTS ADULTES :**

➤ **S.I.S.A. :**

*Titulaire :* M. CONTENT  
*Suppléante :* Mme POIRIER

➤ **POLE C.A.R.T :**

*Titulaire :* M. TIMON  
*Suppléant :* M. BOUET  
*Suppléant :* M. GRZEGORZEK

◆ **SIEGE :**

*Titulaire :* M. BONNEFON



# RAPPORT FINANCIER



## RAPPORT FINANCIER SUR LES COMPTES ANNUELS 2022

Les comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration du 27 avril qui a arrêté les comptes annuels et les comptes administratifs 2022.

Le résultat comptable de l'association est un excédent de 389 985 € détaillé de la façon suivante :

- 75% en gestion libre (293 696€)
- 25 % en gestion soumise aux autorités de tarification (96 289€).

Les retraitements opérés pour passer des comptes annuels aux comptes administratifs concernent :

- L'incidence des provisions pour engagements des retraites et autres dépenses inopposables, soit – 299 792 €.
- Les dépenses comptabilisées en provision congés payés pour + 107 265 €.
- La reprise des résultats à hauteur de 336 595 €.

Le résultat du compte administratif ressort à 534 052 € à répartir dans les 60 divisions comptables dont l'association rend compte auprès de ses différentes autorités de financement.

Les effectifs hors contrats temporaires représentent au 31/12/2022 = 278 personnes en CDI contre 260 à fin 2021.

| Effectifs CDI au 31/12/2022 | ETP           | Effectifs     | % ETP       | % Résultats 2022 |
|-----------------------------|---------------|---------------|-------------|------------------|
| Siège                       | 10,71         | 12            | 4%          | 2%               |
| Pôle SISA                   | 27,17         | 29            | 11%         | 41%              |
| Pôle Préventions            | 35,23         | 38            | 14%         | 41%              |
| PRISM 86 - PRISM 16-17      | 51,66         | 57            | 20%         | 52%              |
| Pôle Enfance                | 83,71         | 91            | 33%         | -41%             |
| Pôle CART                   | 47,47         | 51            | 19%         | 3%               |
| Association                 | 0,00          | 0             | 0%          | 1%               |
| <b>Total</b>                | <b>255,95</b> | <b>278,00</b> | <b>100%</b> | <b>100%</b>      |

Les faits significatifs qui marquent l'exercice 2022 :

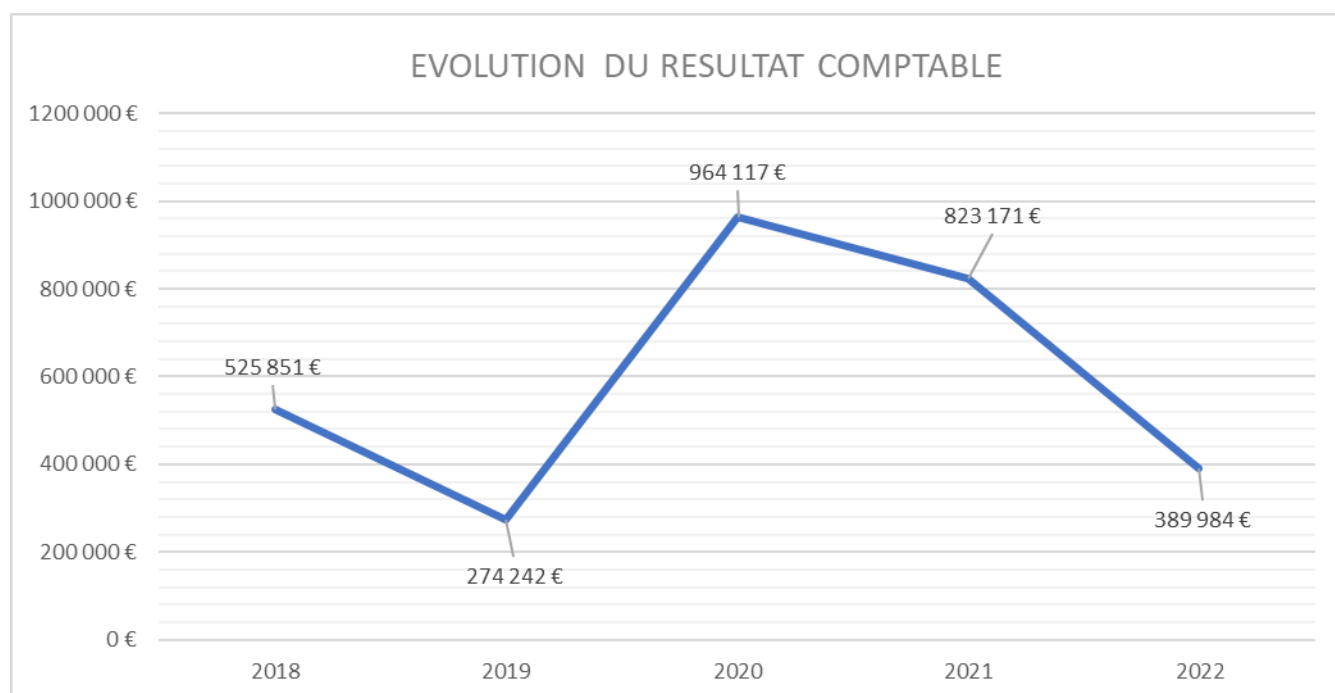
- La création d'un nouveau service du PRISM, le SRP (Service de Réparation Pénales) sur le département de la Charente et de la Charentes Maritime qui a ouvert ses portes le 01/04/2022.
- L'extension pérenne du SAMNA pour 10 places supplémentaires au 01/06/2022 qui porte la capacité à 80 places
- L'extension provisoire du SIJM POUR 8 places supplémentaires au 01/06/2022 qui porte la capacité à 80 places.

| <b>ETABLISSEMENT</b>                     | <b>Résultats comptable</b> | <b>Reprise des résultats N-2</b> | <b>Dépenses inopposables CP</b> | <b>Dépenses inopposables indté départ retraite</b> | <b>Autres dépenses inopposables 115928</b> | <b>Résultat à affecter Comptes Administratifs</b> |
|--|----------------------------|----------------------------------|---------------------------------|--|--|---|
| <b>SIEGE</b>                             | -13 012,84                 | 21 932,00                        | 12 500,59                       | -10 944,00   |  | <b>10 475,75</b>                                  |
| <b>ASSOCIATION</b>                       | 7 320,58                   |                                  |                                 |  |  | <b>7 320,58</b>                                   |
| <b>SISA :</b>                            | 117 731,11                 | 0,00                             | 6 244,14                        | -2 666,21  | 0,00                                       | <b>121 309,04</b>                                 |
| - CHRS - 2001                            | 49 569,02                  |                                  | 6 244,14                        | -2 666,21  |  | 53 146,95   |
| - COLLECTIF MOBILIER - 2004              | 7 584,52                   |                                  |                                 |  |  | 7 584,52  |
| - ASLL - 2003                            | 22 280,75                  |                                  |                                 |  |  | 22 280,75   |
| - INTERMEDIATION LOC - 2010              | 0,00                       |                                  |                                 |  |  | 0,00  |
| - FEMMES VICTIMES VIOLENCE REIBEL - 2012 | -4 263,46                  |                                  |                                 |  |  | -4 263,46   |
| - DONS EN NATURE - 2013                  | 14,15                      |                                  |                                 |  |  | 14,15   |
| - PLATEFORME MOBILITE - 2011             | 33 580,99                  |                                  |                                 |  |  | 33 580,99   |
| - MICRO CREDIT - 2014                    | 0,00                       |                                  |                                 |  |  | 0,00  |
| - REFUGIE -2015                          | 0,00                       |                                  |                                 |  |  | 0,00  |
| - FVV URGENCE -2016                      | 7 424,41                   |                                  |                                 |  |  | 7 424,41  |
| - ALT - 2007                             | 1 540,73                   |                                  |                                 |  |  | 1 540,73  |
| <b>POLE MOBILITE :</b>                   | 101 962,83                 |                                  |                                 |  |  | <b>101 962,83</b>                                 |
| - POLE MOBILITE FSE                      | 83 593,08                  |                                  |                                 |  |  | 83 593,08   |
| - POLE MOBILITE Hors FSE                 | 18 369,75                  |                                  |                                 |  |  | 18 369,75   |
| <b>PREVENTION POITIERS :</b>             | 27 718,59                  | 22 257,00                        | 16 012,72                       | -2 101,72  | 0,00                                       | <b>63 886,59</b>                                  |
| - DGAS & MUTUALISATION                   | 7 266,62                   | 22 257,00                        | 16 012,72                       | -2 101,72  |  | 43 434,62   |
| - MEDIATION                              | 15 063,89                  |                                  |                                 |  |  | 15 063,89   |
| - PLAN PAUVRETE POITIERS CHATEL          | 8 697,36                   |                                  |                                 |  |  | 8 697,36  |
| - PIC POITIERS CHATEL ANGOULEME          | -7 512,31                  |                                  |                                 |  |  | -7 512,31   |
| - FONCTIONNEMENT                         | 4 203,03                   |                                  |                                 |  |  | 4 203,03  |
| <b>PREVENTION CHATELLAULT :</b>          | -8 465,84                  | 34 191,00                        | -4 496,34                       | 2 574,20   | 0,00                                       | <b>23 803,02</b>                                  |
| - DGAS & MUTUALISATION                   | -13 910,56                 | 34 191,00                        | -4 496,34                       | 2 574,20   |  | 18 358,30   |
| - FONCTIONNEMENT                         | 5 444,72                   |                                  |                                 |  |  | 5 444,72  |
| <b>PREVENT. GD ANGOULEME</b>             | 96 878,68                  | 41 321,39                        | 2 408,52                        | -4 821,00  | 0,00                                       | <b>135 787,59</b>                                 |
| - CD16                                   | 35 209,58                  | 41 321,39                        | 2 408,52                        | -4 821,00  |  | 74 118,49   |
| - PLAN PAUVRETE ANGOULEME                | 61 669,10                  |                                  |                                 |  |  | 61 669,10   |
| <b>PRISM :</b>                           | 202 616,03                 | 65 018,26                        | 9 151,63                        | -90 252,54   | -17 015,00                                 | <b>169 518,38</b>                                 |
| - SIE - 4001                             | 91 520,39                  | 49 003,68                        | 1 968,08                        | -71 546,27   | -17 015,00                                 | 53 930,88   |
| - REPARATIONS PENALES - 4002             | 7 069,19                   | 15 014,58                        | -1 874,55                       | -4 393,91  |  | 15 815,31   |
| - SIEMO -4012                            | 66 530,08                  | 1 000,00                         | 9 058,10                        | -14 312,36   |  | 62 275,82   |
| - MEDIATIONS FAMILIALES - 4005           | -3 010,03                  |                                  |                                 |  |  | -3 010,03   |
| - ESPACE FAMILLE - 4006                  | 0,00                       |                                  |                                 |  |  | 0,00  |
| - AD'HOC - 4007                          | 3 904,13                   |                                  |                                 |  |  | 3 904,13  |
| - COMMISSARIAT POITIERS - 4009           | 383,52                     |                                  |                                 |  |  | 383,52  |
| - GENDARMERIE - 4011                     | 1 554,43                   |                                  |                                 |  |  | 1 554,43  |
| - SAVI 86 - 4014                         | 188,08                     |                                  |                                 |  |  | 188,08  |
| - SAV MANDATS JUD et JAF - 4003 + 4015   | 12 360,13                  |                                  |                                 |  |  | 12 360,13   |
| - BUREAU d'AIDE aux VICTIMES - 4016      | 9,39                       |                                  |                                 |  |  | 9,39  |

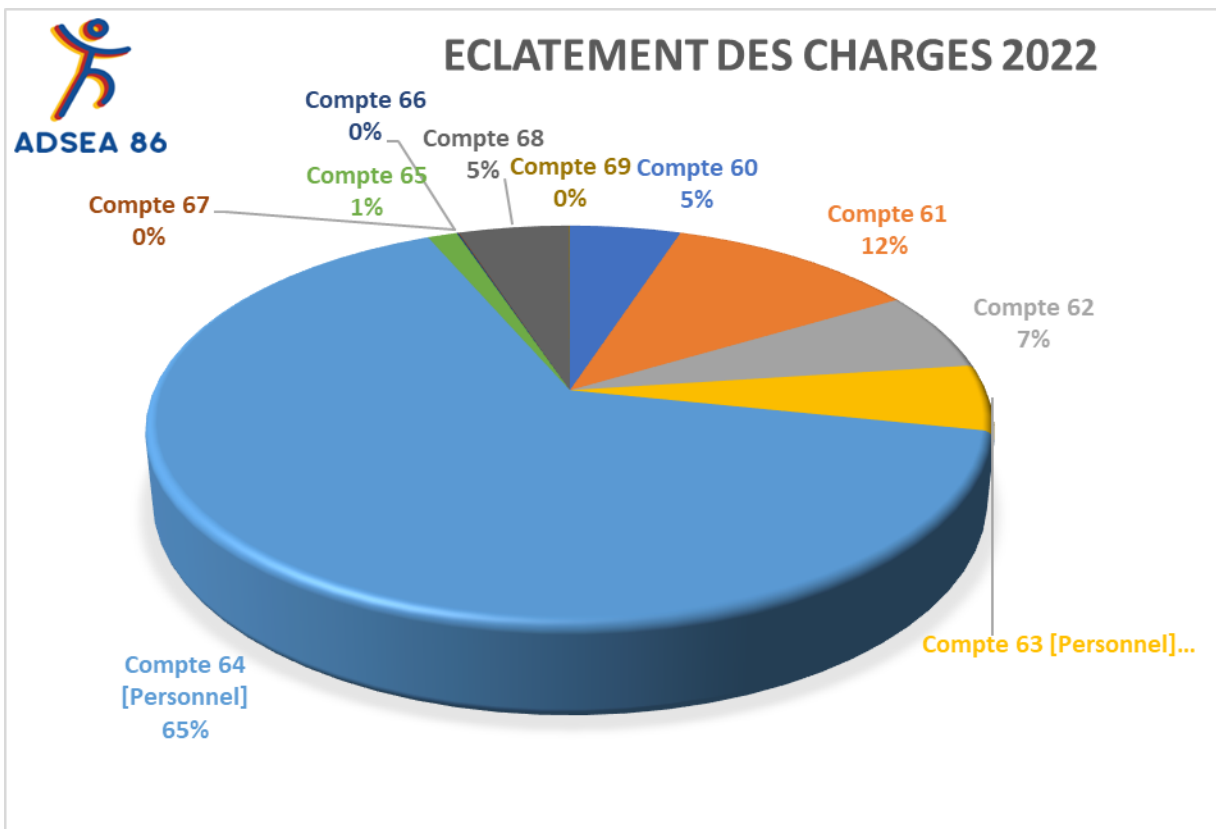
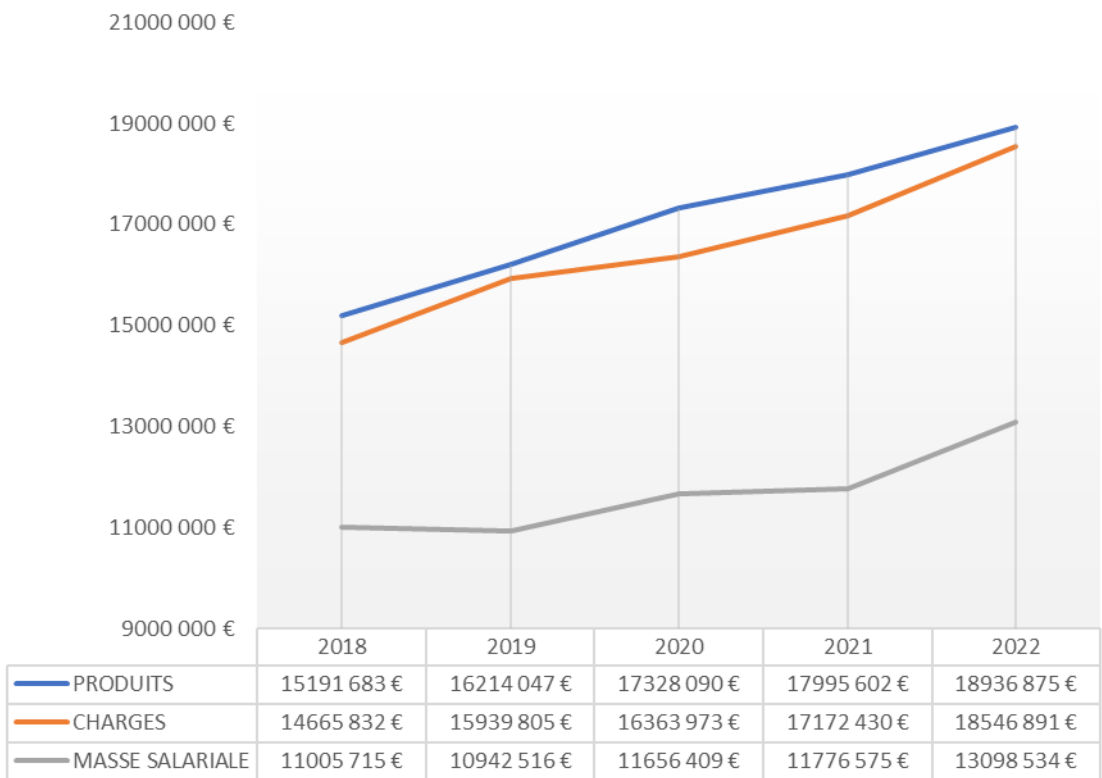
|   |                    |                   |                   |                    |                   |                    |
|---|--------------------|-------------------|-------------------|--------------------|-------------------|--------------------|
| - COMMISSARIAT CHATEL - 4018                      | 102,44             |                   |                   |                    |                   | 102,44             |
| - TEL GRAVE DANGER - 4019                         | 41,63              |                   |                   |                    |                   | 41,63              |
| - EVVI RUBAN BLANC - 4020                         | 49,78              |                   |                   |                    |                   | 49,78              |
| - STAGES SOUTIEN PARENT - 4024                    | 103,20             |                   |                   |                    |                   | 103,20             |
| - STAGES VIOLENCES CONJUG / CPCA<br>- 4022 + 4026 | 10,47              |                   |                   |                    |                   | 10,47              |
| - STAGES CITOYENNETE - 4023                       | 4 207,75           |                   |                   |                    |                   | 4 207,75           |
| - STAGES STUPEFIANTS - 4021                       | 15 520,86          |                   |                   |                    |                   | 15 520,86          |
| - SEA -CRIP - 4025                                | 2 070,59           |                   |                   |                    |                   | 2 070,59           |
|   |                    |                   |                   |                    |                   | 0,00               |
| <b>PRISM 16-17 :</b>                              | <b>102 879,22</b>  | <b>0,00</b>       | <b>10 788,14</b>  | <b>324,93</b>      | <b>0,00</b>       | <b>113 992,29</b>  |
| - SIE 16-17                                       | 61 470,11          |                   | 5 029,17          | 16,19              |                   | 66 515,47          |
| - SRP 16-17                                       | 41 409,11          |                   | 5 758,97          | 308,74             |                   | 47 476,82          |
| <b>CEFORD :</b>                                   | <b>-108 987,62</b> | <b>29 260,00</b>  | <b>673,10</b>     | <b>-32 858,09</b>  | <b>0,00</b>       | <b>-111 912,61</b> |
| - DGAS 40 PL                                      | -123 934,75        | 24 874,00         | 378,35            | -16 564,31         |                   | -115 246,71        |
| - ARS 4 PL  | 14 947,13          | 4 386,00          | 294,75            | -16 293,78         |                   | 3 334,10           |
| <b>FEM :</b>                                      | <b>-115 081,09</b> | <b>21 682,00</b>  | <b>17 588,61</b>  | <b>-34 793,54</b>  | <b>0,00</b>       | <b>-110 604,02</b> |
| - INTERNAT  | -62 341,20         | 15 058,00         | 16 988,52         | -35 850,96         |                   | -66 145,64         |
| - APMN  | -48 497,04         | 3 902,00          | 21,21             | 705,62             |                   | -43 868,21         |
| - APMN MNA  | -4 242,85          | 2 722,00          | 578,88            | 351,80             |                   | -590,17            |
| <b>DAMIE :</b>                                    | <b>6 308,27</b>    | <b>6 179,00</b>   | <b>13 815,41</b>  | <b>-5 113,50</b>   |                   | <b>21 189,18</b>   |
| <b>SAMNA</b>                                      | <b>-49 691,34</b>  | <b>14 816,00</b>  | <b>8 573,69</b>   | <b>-5 712,00</b>   |                   | <b>-32 013,65</b>  |
| <b>SIJM</b>                                       | <b>-2 446,50</b>   | <b>10 667,00</b>  | <b>5 465,08</b>   | <b>-2 959,00</b>   |                   | <b>10 726,58</b>   |
| <b>CART POITIERS :</b>                            | <b>37 570,85</b>   | <b>41 635,00</b>  | <b>3 169,12</b>   | <b>-60 764,98</b>  | <b>0,00</b>       | <b>21 609,99</b>   |
| - FOYER DGAS                                      | 17 198,30          |                   | -3 459,80         | -38 321,73         |                   | -24 583,23         |
| - ARS   | 20 372,55          | 41 635,00         | 6 628,92          | -22 443,25         |                   | 46 193,22          |
| - ANNEXE  | 0,00               |                   |                   |                    |                   | 0,00               |
| <b>CART CHATELLERAULT :</b>                       | <b>-6 513,13</b>   | <b>27 636,00</b>  | <b>5 370,56</b>   | <b>-32 690,01</b>  | <b>0,00</b>       | <b>-6 196,58</b>   |
| - FOYER   | -8 919,69          |                   | -898,39           | -17 065,78         |                   | -26 883,86         |
| - ARS   | 4 415,21           | 27 636,00         | 6 268,95          | -15 624,23         |                   | 22 695,93          |
| - ANNEXE  | 1 532,70           |                   |                   |                    |                   | 1 532,70           |
| - DEA   | -3 541,35          |                   |                   |                    |                   | -3 541,35          |
| <b>Retraitements comptes annuels</b>              | <b>-6 803,05</b>   |                   |                   |                    |                   | <b>-6 803,05</b>   |
| <b>TOTAUX</b>                                     | <b>389 984,75</b>  | <b>336 594,65</b> | <b>107 264,97</b> | <b>-282 777,46</b> | <b>-17 015,00</b> | <b>534 051,91</b>  |

## Analyse des données chiffrées

| ANNEE           | 2018         | 2019         | 2020         | 2021         | 2022         |
|-----------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| PRODUITS        | 15 191 683 € | 16 214 047 € | 17 328 090 € | 17 995 602 € | 18 936 875 € |
| CHARGES         | 14 665 832 € | 15 939 805 € | 16 363 973 € | 17 172 430 € | 18 546 891 € |
| MASSE SALARIALE | 11 005 715 € | 10 942 516 € | 11 656 409 € | 11 776 575 € | 13 098 534 € |
| RESULTATS       | 525 851 €    | 274 242 €    | 964 117 €    | 823 171 €    | 389 984 €    |

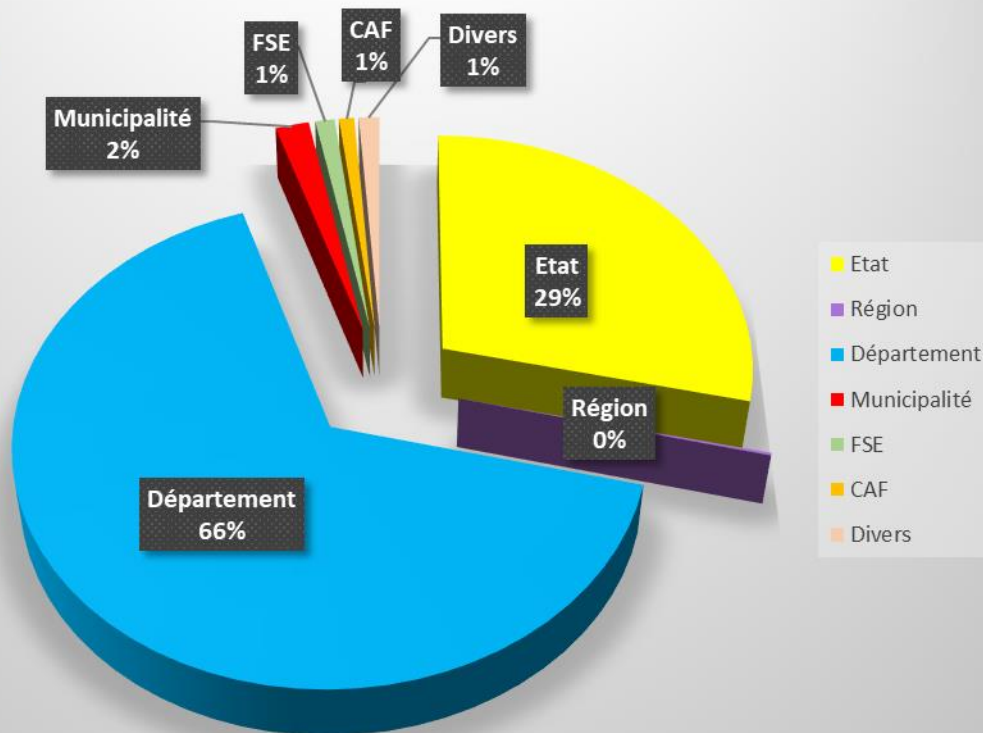


### EVOLUTION DES GRANDEURS de 2018 à 2022

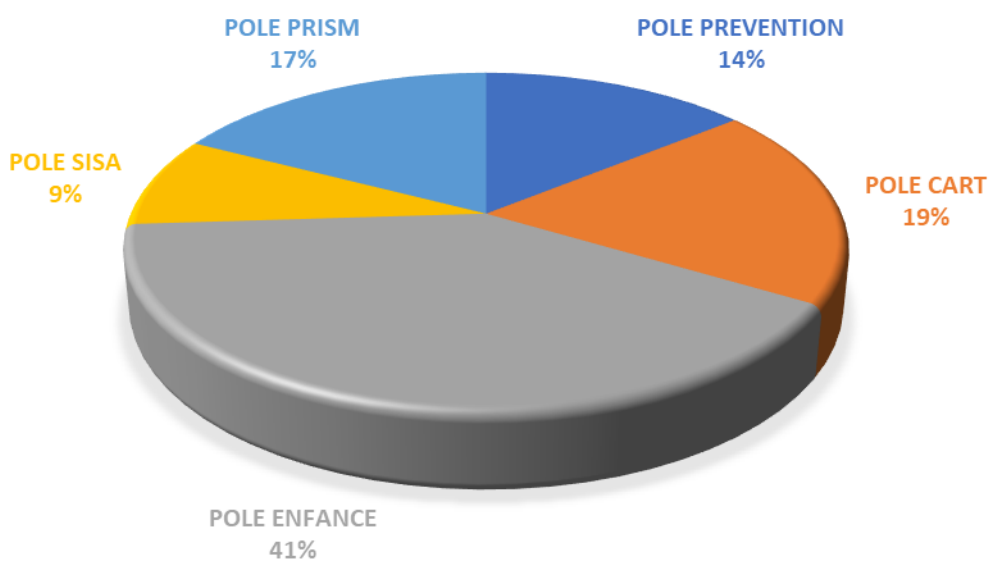




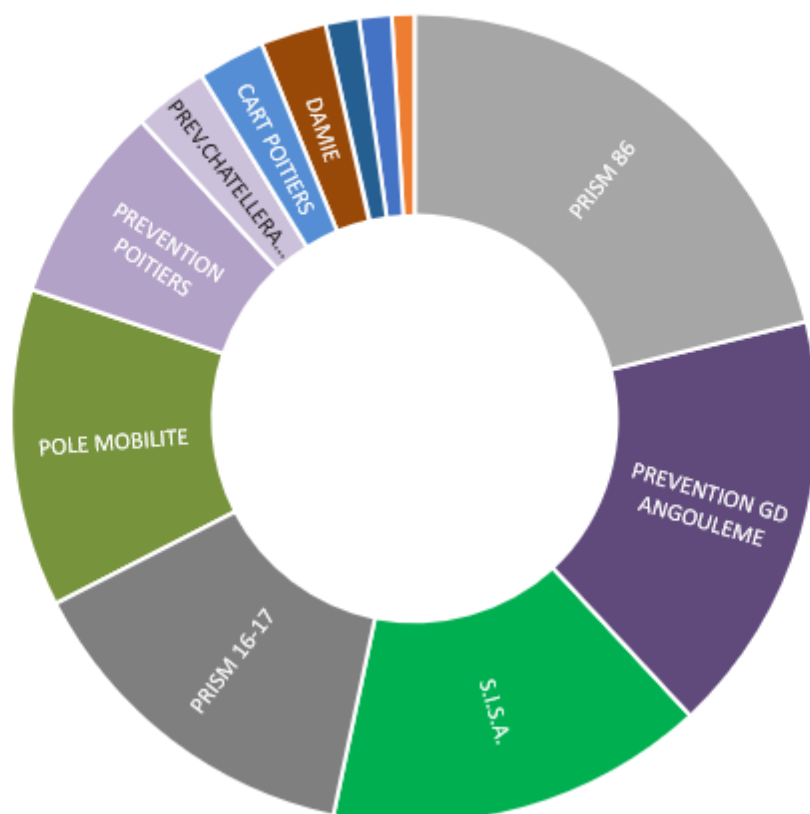
## Origine et répartition des Financements 2022

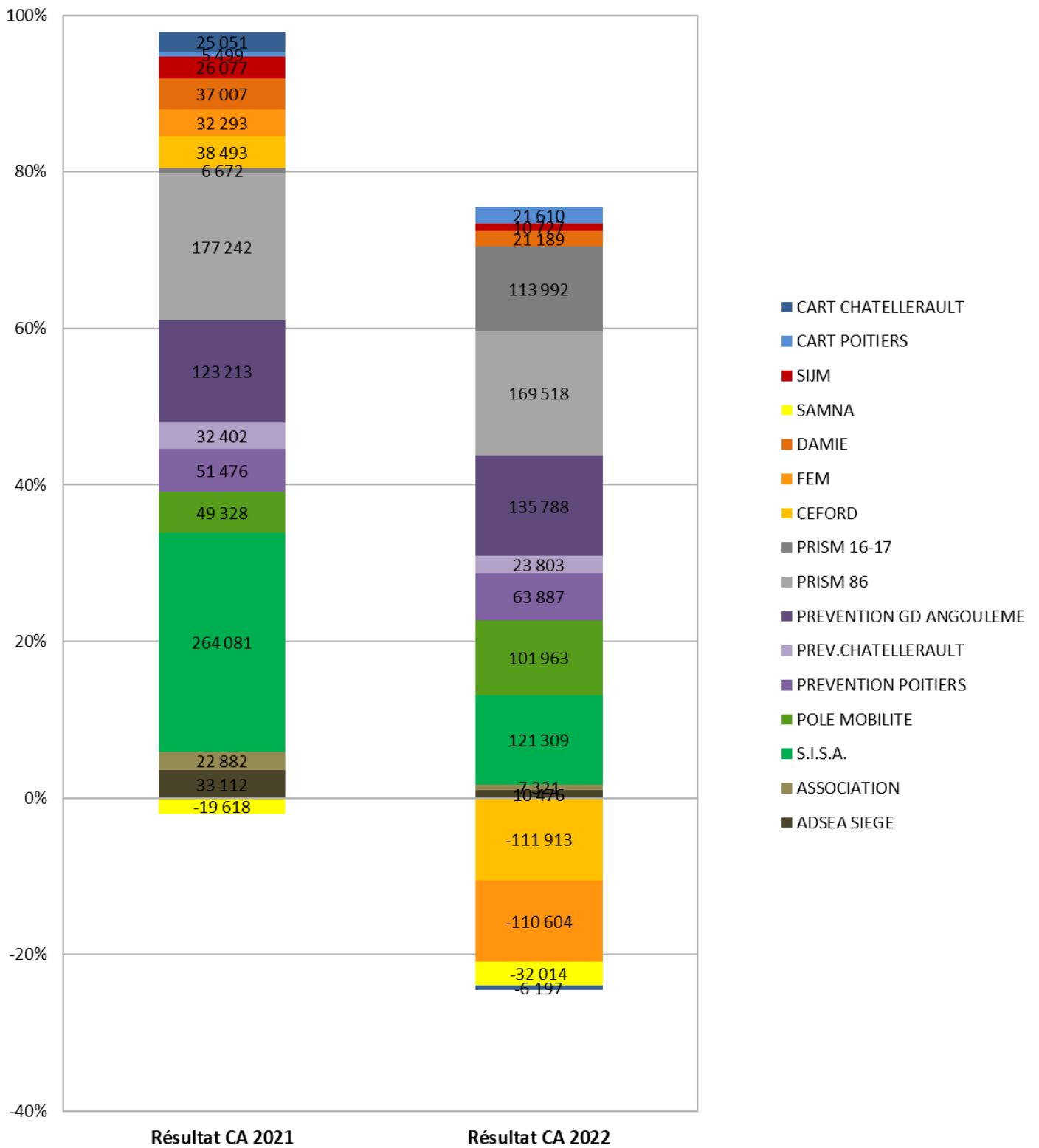


## RÉPARTITION DU TOTAL DES FINANCEMENTS 2022 PAR PÔLE



## Résultat des Comptes Administratifs 2022 (par établissement)





## COMMENTAIRES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

### Les comptes de charges :

Les comptes de charges sont arrêtés à un montant total de 18 546 891 € soit une augmentation de 8 % par rapport à l'exercice 2021 (+ 1 374 K€).

Les achats et charges externes sont en augmentation de 1.8 % (+ 74 K€).

La masse salariale et charges afférentes représentent 71 % du total des charges ; Elle est en augmentation de 11.23 % (+ 1 322K€) lié à la mise en place de l'indemnité Ségur ainsi que la revalorisation de la valeur du point au 01/07/2022.

Les amortissements et provisions représentent une diminution de 6.5 % (-33 K€).

### Les comptes de produits :

Les comptes de produits sont arrêtés à un montant total de 18 936 875 € soit une augmentation de 5.23 % par rapport à l'exercice 2021 (+ 941 K€) en partie liés aux nouvelles activités (PRISM SIE 16-17 extension activité, création PRISM SRP 16-17, montée en activité du SAMNA, SIJM).

Les recettes liées aux produits de la tarification représentent 74.98 % des recettes totales (soit 14 199 K€), et les subventions sous gestion libres représentent 11.17% (soit 2 115 K€).

## COMMENTAIRES SUR LE BILAN

### Au passif :

Les fonds associatifs rassemblent : les fonds propres, les réserves, le résultat de l'exercice et les autres fonds associatifs, ces fonds représentent 8 420 K€ (+ 360 K€).

Les fonds propres sont répartis en deux catégories, la gestion contrôlée qui est de 1 021 K€ pour 22 analytiques comptables (soit 22.3%) et la gestion libre qui représente 3 562K€ pour 38 analytiques comptables (soit 77.7%)

Les différentes réserves représentent 3 032k€ dont 2 910k€ en gestion libre, elles sont en augmentation de 11.1% par rapport à 2021.

Les provisions pour risques et charges marquent une diminution importante de 19.20% (- 244 K€) due à l'actualisation de la provision retraite calculée qui est passé de 0.98% à 3.77%.

Les fonds dédiés représentent une évolution de + 7.4% (+72 K€) qui souligne le report d'activités non réalisées et reportées sur l'exercice suivant.

Le total des dettes représente une évolution de 24.4% (+778 K€), qui se décompose de la façon suivante : une augmentation des dettes fournisseurs +55% et une augmentation des dettes fiscales et sociales pour 32%.

#### **À l'actif :**

L'actif immobilisé net est en légère augmentation de 23.3 % par rapport à l'exercice précédent (+659 K€) en lien avec l'acquisition des nouveaux bureaux du Pôle CART.

L'actif circulant, incluant la trésorerie, est en augmentation de 2.9% (+ 308K€) par rapport à 2021 ; nous tenons à souligner qu'un travail a été mené sur l'année 2022 afin de vérifier la potentielle irrécouvrabilité de certaines créances.

La trésorerie est de 9 073 K€, en incluant les valeurs mobilières de placement, son évolution représente une augmentation de 12.4% (+ 1004 K€) ce qui représente environ 185 jours de fonctionnement.

Le fonds de roulement net global est de 7 817 K€ il est en diminution de 5.71% (- 473 K€) en comparaison à 2021. Le dégagement en fonds de roulement est de 1 256 K€ il est en diminution de 668% (- 1 477 K€) par rapport à 2021.



# BILAN

*Du 1<sup>er</sup> janvier au  
31 décembre 2022*







